

32ème session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU :

Le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme dénonce la répression violente des manifestations au Vietnam

GENÈVE, le 22 juin 2016 (VCHR) – Au nom de la FIDH, le Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme Võ Văn Ái a regretté devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU le silence assourdissant de la Vice-Présidente vietnamienne, Mme Đặng Thị Ngọc Thịnh, concernant la « violente répression » en cours contre les manifestations pacifiques.

« En tant que membre du Conseil des Droits de l'Homme, le Vietnam devrait avoir le courage de venir s'expliquer sur les exactions sauvages qu'il commet de façon éhontée et tragique à l'encontre de ses propres citoyens qui ne font qu'exprimer une inquiétude légitime face à une pollution catastrophique. » a considéré Võ Văn Ái. *« Dans son discours, la Vice-Présidente Đặng Thị Ngọc Thịnh a fait l'éloge de la collaboration et du dialogue pour une meilleure protection des droits de l'Homme, mais au pays, c'est la confrontation et la violation des droits fondamentaux des citoyens qui fait la politique du gouvernement ».*

Depuis le mois d'avril 2016, la pire catastrophe écologique qu'ait jamais connue le Vietnam a déversé sur les côtes plus de 100 tonnes de poissons morts et provoqué la ruine du secteur de la pêche et de l'aquaculture qui assure la subsistance de la majorité de la population du Centre du Vietnam. La pollution a touché près de 200 km de côte dans le Centre du Vietnam (provinces de Hà Tĩnh, Quảng Bình, Quảng Trị et Thừa Thiên Huế).

Cette catastrophe écologique a suscité l'indignation de la population vietnamienne qui, depuis le mois d'avril, s'est mobilisée sur les réseaux sociaux et dans la rue pour protester et demander des comptes. Ainsi, tous les dimanches, des milliers de manifestants se rassemblent dans l'ensemble du pays, en particulier dans les grandes villes pour protester pacifiquement contre le manque de transparence du gouvernement et contre les responsables supposés de la pollution.

Les autorités et la police n'ont répondu que par une violente répression, des arrestations arbitraires ainsi que des mesures pour empêcher les citoyens de quitter leur domicile pour aller manifester (menaces, blocage des quartiers...).

Ainsi le 8 mai 2016, les témoignages rapportent que des centaines de manifestants ont été roués de coups, traînés de force dans les postes de police où ils ont été détenus arbitrairement dans les villes Ho Chi Minh Ville, Nha Trang, Danang et Hanoi. Le 15 mai, à Ho Chi Minh Ville et Hanoi, des centaines de personnes ont été internés dans des centres de réhabilitation, qui sont connus pour être des quasi-prisons. Le 22 mai, alors que le Président américain Barack Obama était en visite officielle dans le pays, les autorités vietnamiennes ont empêché toute manifestation en cernant et assignant à résidence, ou en détenant illégalement des dizaines de citoyens. Le 5 juin, au moins 30 militants ont été détenus à Hanoi et Ho Chi Minh Ville et les manifestations ont été empêchées par la police.

Dans le même temps, les réseaux sociaux comme Facebook, Instagram ou Twitter, ont été bloqués. Ils sont l'un des principaux moyens de communication pour la mobilisation des manifestations.

Malgré le fait que plusieurs scientifiques vietnamiens aient révélé que les causes de la pollution étaient établies, le gouvernement ne les a toujours pas rendues publiques et donné l'impression de protéger les responsables.

La répression de ces manifestations, phénomène qui n'est pas nouveau au Vietnam, intervient dans un contexte de renforcement de la répression tous azimuts à la suite du XIIème Congrès du Parti Communiste Vietnamien au mois de janvier 2016, qui a vu l'arrivée au pouvoir d'une équipe majoritairement issue des forces armées et de sécurité.